

« Il y a toujours un
rêve qui veille » Aragon

Et DITes Oh :

Vous tenez, « presque entre les mains », le trentième numéro de notre bulletin syndical « Des olives dans la caillette » ! L'aventure a commencé en janvier 2018, par une distribution papier sur l'ensemble des sites du département. Puis, le confinement nous a imposé de revoir sa forme de diffusion et désormais vous le recevez en version dématérialisée.

Sur 640 personnes composant la DDFIP 26, seules 17, ont émis le souhait de ne plus le recevoir. Sa périodicité est fluctuante et dépend largement tant de l'actualité nationale que locale. L'année dernière, plusieurs numéros sont sortis relatant et commentant la réforme des retraites. Nous avons rédigé également plusieurs « flash » en format court, pour être le plus réactif possible, sur des sujets sensibles tels que la canicule, l'accueil physique...

Bien entendu, ce journal reste perfectible et nous nous efforçons en fonction de vos retours, d'ouvrir de nouvelles rubriques. Nous assumons totalement son aspect « décalé », parfois irrévérencieux mais toujours « documenté ». Il reste ouvert à vos attentes.

Vous pouvez y retrouver une partie de nos interventions en direction, divers comptes-rendus, des sujets sur la vie des services, quelques avis sur la vie culturelle, des références à l'actualité politique, des portraits...

Nous rappelons à chacun, si besoin était, qu'un militant syndical, un élu ne dispose d'aucun super pouvoir. Nous ne sommes pas dans un Marvel, nous vivons comme vous les mêmes problématiques dans nos services. Simplement, nous avons à cœur, avec nos valeurs, d'intervenir le plus honnêtement possible lors de vos sollicitations.

Le seul « super pouvoir » tangible, reste celui du collectif, à défaut nous en sommes « réduits » à dénoncer, proposer mais sans réelle capacité de faire bouger les lignes.

Ce journal se veut donc un écho à vos préoccupations, n'hésitez pas à nous les faire connaître.

Nous allons continuer à jouer notre rôle de « poil à gratter ».

cgt.ddfip26@dgfip.finances.gouv.fr



Marius et les tiers (dialogues tirés du film de Marcel Pagnol)

CÉSAR (à Marius) - Eh bien, pour la deuxième fois, je vais te l'expliquer, le picon-citron-curaçao. Approche-toi ! Tu mets d'abord un tiers de curaçao. Fais attention : un tout petit tiers. Bon. Maintenant, un tiers de citron. Un peu plus gros. Bon. Ensuite, un BON tiers de Picon. Regarde la couleur. Regarde comme c'est joli. Et à la fin, un GRAND tiers d'eau. Voilà.

MARIUS - Et ça fait quatre tiers.

CÉSAR - Exactement. J'espère que cette fois, tu as compris.

MARIUS - Dans un verre, il n'y a que trois tiers.

CÉSAR - Mais, imbécile, ça dépend de la grosseur des tiers.

MARIUS - Eh non, ça ne dépend pas. Même dans un arrosoir, on ne peut mettre que trois tiers.

CÉSAR - Alors, explique-moi comment j'en ai mis quatre dans ce verre.

MARIUS - Ça, c'est de l'Arithmétique.



Et maintenant remplacer le picon citron curacao par : la politique de la DGFIP
le curaçao par : l'emploi
le citron par : les promesses d'un régime indemnitaire digne de ce nom
le picon par : les objectifs à atteindre
et l'eau par : les charges de travail

Bein c'est de l'arithmétique façon DGFIP !

Limitation des congés en mai et juin 2024 pour les-SIP de Valence et de Romans sur Isère

Les personnels des SIP ont été destinataires en mars dernier d'un courriel émanant de leurs chefs de service respectifs concernant la campagne déclarative à venir et le dépôt de jours de congés éventuels pour la période mai/juin.

Outre des éléments de langage communs, ce qui ne saurait être fortuit, nous avons quelques interrogations et observations que nous avons adressées à la Direction lors du CSAL du 21 mars :

- il est dit "nous avons obtenu le pont du 10 mai", ce qui est une erreur dans la mesure où ce pont a été octroyé sur proposition de la direction, avec l'assentiment sans réserve d'une OS,
- il est mentionné un "contexte particulier"... mais en quoi le contexte actuel est-il si différent des autres années? Les équipes ont toujours su faire face antérieurement, grâce au sens des responsabilités et à l'engagement professionnel des agents !
- Personne ne peut ignorer le stress et l'ambiance délétère qui accompagnent le climat actuel dans les SIP, notamment depuis ces décisions managériales brutales. La centrale communique pourtant sur ses engagements en faveur du bien être au travail des agents...
- la limitation à 2 jours de congés (récupération comprise) sur la période 1mai/30 juin va pénaliser les collègues dans la mesure où il leur est demandé un "effort particulier", ce qui entraîne un accroissement des heures de service et donc un possible écrêtement induit par cette directive. En effet, une seule journée de récupération sera possible avec la journée du 10 mai obligatoire...
- enfin, sur quel texte légal s'appuie cette décision de n'octroyer que 2 jours sur une période donnée (2 mois ici) ?



La seule réponse de la Direction :

Le chef de service a pour mission d'organiser son service afin que celui-ci puisse fonctionner avec des effectifs suffisants.

La direction n'intervient pas sur les décisions prises localement par les chefs de service.

LETTRE OUVERTE DES AGENTS DU SDIF

Nous publions in extenso la lettre qui a été lue en préambule de la réunion du SDIF avec la direction le 04 avril dernier.

Réunis ce jeudi 04 avril au matin en préambule à la réunion de concertation prévue l'après-midi avec M. Guérin, les personnels du SDIF souhaitent attirer l'attention de la direction sur plusieurs aspects et écueils rencontrés lors de l'exercice quotidien de leurs missions.

Le premier point est la surcharge de travail qui accable le service, surcharge qui va en augmentant.

L'échec « industriel » de GMBI et de son corollaire GESLOC nous met dans une situation périlleuse qui pèse énormément sur le moral des agents.

La suppression de Lascot, les remontées de Sitadel plus que chaotiques, l'inadaptation de SURF aux besoins réels de gestion, les incertitudes concernant la T.U., les dérives des expérimentations de l'IA, les conséquences sur l'équité fiscale...sont autant de sources de mécontentement et d'angoisse.

Nous rappelons ici que le SDIF a été calibré à minima, et que les effectifs réels sont à mille lieues de l'affichage promis par le TAGERFIP. De plus, plusieurs de nos collègues souffrent de pathologies lourdes et les absences longues viennent perturber l'organisation du service. Nous tenons ici à leur apporter tout notre soutien dans ces moments de vie difficiles.

C'est dans ce contexte que la défiance de la direction s'est manifestée, en voulant reprendre la main sur l'organisation des missions entraînant une perte de sens et un sentiment d'infantilisation alors que le service a toujours suivi le rythme calendaire de la fiscalité locale.

L'immixtion dans l'organisation des CCID notamment, la signature de partenariats VSL avec des communautés de communes sans que le service n'en soit « officiellement » informé, l'interprétation et l'utilisation des statistiques, la remise en cause quasi systématique des savoir-faire issus de l'expérience acquise par l'ensemble des agents participent sans ambiguïté possible au mal-être ambiant.

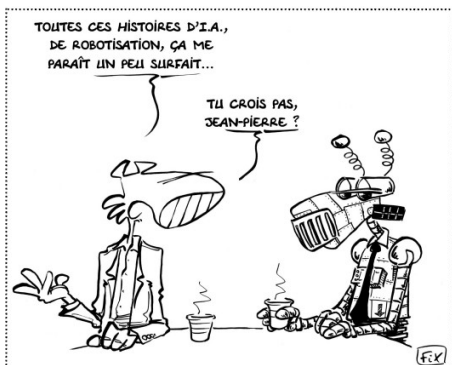
Nous demandons de la considération, des effectifs suffisants, et peut-être surtout, de la confiance. La tournure que prend le traitement de la fiscalité locale à la DGFIP augure mal de l'avenir (on coûte à l'État et on ne lui rapporte rien!).

Cependant, la direction générale a toujours assuré que la mission foncière (le CADASTRE) était une composante essentielle de la DGFIP et le resterait.

Nous espérons pouvoir compter sur vous à l'échelon local afin de restaurer un climat serein et apaisé.



T'as l'bonjour d'ALBERT



Lors d'une visite d'une maison France Services, Gabriel Attal a présenté Albert, la nouvelle IA du service public, qui, selon le gouvernement, pourrait faire des miracles : Un agent conversationnel ayant pour mission d'effectuer «des procédures plus simples dans des délais plus rapides avec des réponses plus sécurisées pour des politiques publiques plus efficaces». Il faut avouer que ce "plus plus plus" est pour le moins merveilleux !

Albert devra, du côté des impôts, analyser les seize millions de demandes annuelles en ligne des usagers pour générer automatiquement des réponses adaptées en lieu et place des fonctionnaires.

Trop fort Albert. Et ce n'est pas tout ! Il pourrait être utilisé pour retranscrire les audiences judiciaires et les comptes-rendus médicaux. Tel un

super héros, il pourra élaborer un protocole de gestion des pénuries, et même détecter les incendies et feux de forêt. C'est toute la panoplie de l'argumentaire techno-solutionniste qui est mobilisée ici. La technologie comme un pouvoir magique, un remède miracle. L'argument - paradoxal - de Gabriel Attal : "l'IA sera une chance pour remettre l'humain au cœur des services publics". Difficile de comprendre en quoi mettre à distance les fonctionnaires derrière l'automatisation d'Albert pourrait offrir une quelconque dose d'humanité.

Dans nos vies connectées, nous expérimentons déjà difficilement la relation aux messages enregistrés ou autres assistants vocaux, qui tournent en boucle alors que nous cherchons au contraire désespérément à parler à un humain que nous ne trouvons plus. Ce n'est pas parce que cette IA s'appelle Albert, tentative rassurante d'anthropomorphisme, que celle-ci deviendra plus conviviale et chaleureuse.

La semaine en 4 jours

Toujours plus vite, toujours plus forts, toujours exemplaires à la DGFIP!

Alors que l'on parle à peine d'expérimentation de la semaine de 4 jours dans la fonction publique, les agents de certains départements de la DGFIP doivent se prononcer pour faire partie ou non de l'expérimentation. La Drôme n'a pas encore communiqué sur le sujet pour le moment....

À l'heure où l'organisation du travail questionne, où les conditions d'exercice de nos missions ne cessent de se dégrader, où les aspirations changent, où la conciliation entre vie privée et vie professionnelle devient un sujet central, la semaine en 4 jours ne peut être une réponse satisfaisante si elle ne s'accompagne pas d'une véritable et conséquente réduction du temps de travail.

À la CGT, nous disons non à un temps global de travail inchangé, compressé sur moins de jours, augmentant ainsi les plages de travail au quotidien. Ce n'est en aucun cas une avancée sociale.

Plusieurs expériences menées ces dernières années en Europe lient semaine de 4 jours, réduction de la durée hebdomadaire et maintien du niveau du salaire. Mais nous sommes habitués, l'administration applique les nouvelles mesures d'organisation du travail côté économie et rationalisation, beaucoup moins côté progrès social.

À l'heure du télétravail, l'administration plafonne les indemnités, fait reposer la responsabilité de conformité électrique sur les agents et impose du télétravail « exceptionnel » à l'envi sans respect des normes.

À l'heure des "flex offices", "co-working" et espaces de convivialité, l'administration cherche à diminuer ses mètres carrés sans réflexion à long terme et met en place des pseudos budgets participatifs.

À l'heure du manque d'attractivité, S. Guerini met en avant le licenciement dans la fonction publique (qui d'ailleurs existe déjà pour manquement ou faute grave).

Et l'administration rendrait presque service à ses agents avec la semaine en 4 jours qui leur permettrait, selon elle, de mieux concilier vie personnelle et vie professionnelle ?

Sauf qu'à la DGFIP, candidater à l'expérimentation se ferait par service, alors que la note Fonction Publique indique que celle-ci se fait sur la base du volontariat de l'agent...cette décision nie totalement les organisations personnelles des agents et le dialogue social.



Attention à l'effet papillon : Des jours ARTT risquent fort d'être supprimés pour répondre à l'amplitude maximum de 10h de la journée de travail.

36h12 en 4 jours, c'est 9h03 par jour, le 5ème jour ne sera pas « un jour pour soi », mais un jour de récupération de la fatigue générée par les 4 autres journées, sans compter les risques d'accident au retour après de telles journées

Ce 5ème jour ne sera pas placé au bon vouloir de l'agent, plus question de choix sur les jours non travaillés,

Concernant le télétravail, il est prévu la réduction du nombre de jours en télétravail à 2 voire 1 jour de télétravail accordé,

Pour les jours de congés, si l'on s'en tient au décret, il y aurait risque d'une perte de jours de congés puisqu'ils sont basés sur les obligations hebdomadaires de service.

Quid du collectif de travail, de la transmission des informations, du lien social, du risque d'isolement ?

En l'état, la méthode n'est pas acceptable, les agents, avec leurs représentants, doivent exiger que les procédures de dialogue social soit respectées. De plus, tel qu'acté dans la note Fonction Publique, la DGFIP ne comptant aucune mission justifiant de retenir, par exception, un volontariat par service, le caractère individuel du volontariat s'impose à cette expérimentation.

Un coup de gueule !

À ma droite, un opposant russe assassiné par l'autocrate Poutine, porté aux nues par tout ce que la France compte de journalistes et de politiques (sauf à l'exception notoire d'une partie de la «vraie» gauche), oubliant de rappeler le passé trouble du héros-chouchou (Navalny est connu pour sa proximité avec les milieux ultra-nationalistes russes, mais aussi pour ses propos racistes et xénophobes, assimilant les musulmans à « des cafards et des mouches »!)

À ma gauche, un lanceur d'alerte oublié par la cohorte signalée plus haut, en train de pourrir, de mourir (oui, sa vie est gravement menacée par ses conditions de détention) dans une prison londonienne où il attend son extradition vers les États-Unis, pays du camp du bien et notre ami à coup sûr, où il encourt 175 années de prison.

Le crime de Julian Assange ? Avoir dénoncé les exactions et crimes commis par de valeureux GI lors de la guerre en Irak.

L'indignation est à géométrie variable. Rien ne résiste au prisme des intérêts économiques ou politiques.

Au sujet des droits de l'homme, que peut-on attendre d'un président, qui reçoit officiellement le dirigeant de l'Arabie Saoudite, pays qui en octobre 2018 a découpé un journaliste opposant dans son ambassade... à Paris ?

Que peut-on attendre d'un président, qui déroule le tapis rouge (carpette serait plus indiqué ici) à l'émir du Qatar et sa cohorte d'affairistes le 27 février à l'Elysée (le discours commença par ces mots : « Votre Altesse, cher Tamim, c'est pour la France un honneur de vous recevoir...) ? Rappelons que le Qatar est une des bases arrières des Frères Musulmans, responsables des attentats de 2015 et 2018.

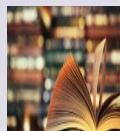
Que peut-on attendre des médias aux ordres, complices du lit fait à l'extrême droite ?

Rien, assurément. Il ne nous reste que notre conscience citoyenne, le refus du prêt à penser, et la liberté d'avoir les héros que l'on se donne.

Quelques jours auparavant, la nation s'est réunie dans une concorde afin d'honorer Missak Manouchian et ses camarades, tombés pour avoir résisté. Le discours du président ce jour-là fût un très grand et fort moment. Comment peut-il oublier en si peu de temps ses propres mots, ses propres émotions, ses propres engagements ?

Faire don de la culture, disait mon père, c'est faire don de la soif. Le reste viendra de soi-même."

Un CLIC gauche sur le logo pour ouvrir l'hyperlien



Laurent Gaudé « Terrasses ou notre long baiser si longtemps retardé »

Vendredi 13 novembre 2015, il fait exceptionnellement doux à Paris on rêve alors à cette soirée qui pourrait avoir des airs de fête. Partout on va bavarder, rire, boire, danser, laisser le temps au temps. Rien n'annonce encore l'horreur imminente...

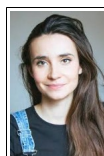


Une série magistrale « La fièvre »

Deux femmes vont se livrer un combat sans merci ni répit pour orienter une opinion publique défigurée par la puissance des réseaux sociaux ...

Rubrique : La petite « Canaillou » du jour !

un CLIC gauche sur le logo pour ouvrir l'hyperlien



Salomé Saqué a publié "Sois jeune et tais toi" qui est sorti en poche le mois dernier. Cet ouvrage, dont le titre est emprunté à une affiche de mai 1968, dresse un état des lieux d'une jeunesse à qui on offre pas beaucoup de futur et pas mal de jugement. Un pavé dans la mare du "les jeunes, c'est plus ce que c'était" et une volonté de créer des ponts entre les générations. Il y a urgence à changer notre regard sur la jeunesse car ce qui est sûr c'est que la solidarité intergénérationnelle est indispensable pour faire face aux bouleversements sociétaux qui nous menacent tous.

BULLETIN D'ADHESION

NOM : PRENOM :

GRADE : ECHELON : INDICE : TPS PARTIEL :

RESIDENCE ADMINISTRATIVE : SERVICE :

Sollicite mon adhésion à la section CGT FINANCES PUBLIQUES DE LA DROME

A..... le..... SIGNATURE :

La force de la CGT, ce sont les agents, syndiquez-vous et envoyer le bulletin d'adhésion à : cgt.ddfip26@dgfip.finances.gouv.fr